



Modification simplifiée n°1 du PLU de Libourne (33)



**Dossier de saisine de l'Autorité Environnementale dans le cadre d'une
procédure d'examen au cas par cas**



SARL METROPOLIS, atelier d'urbanisme
10 rue du 19 Mars 1962
33 130 BEGLES

Le présent dossier est déposé par :

Communauté d'Agglomération du Libournais
21 avenue du Maréchal FOCH
33 500 LIBOURNE

Le présent dossier a été réalisé par :



SARL METROPOLIS, atelier d'urbanisme
10 rue du 19 Mars 1962
33130 BEGLES

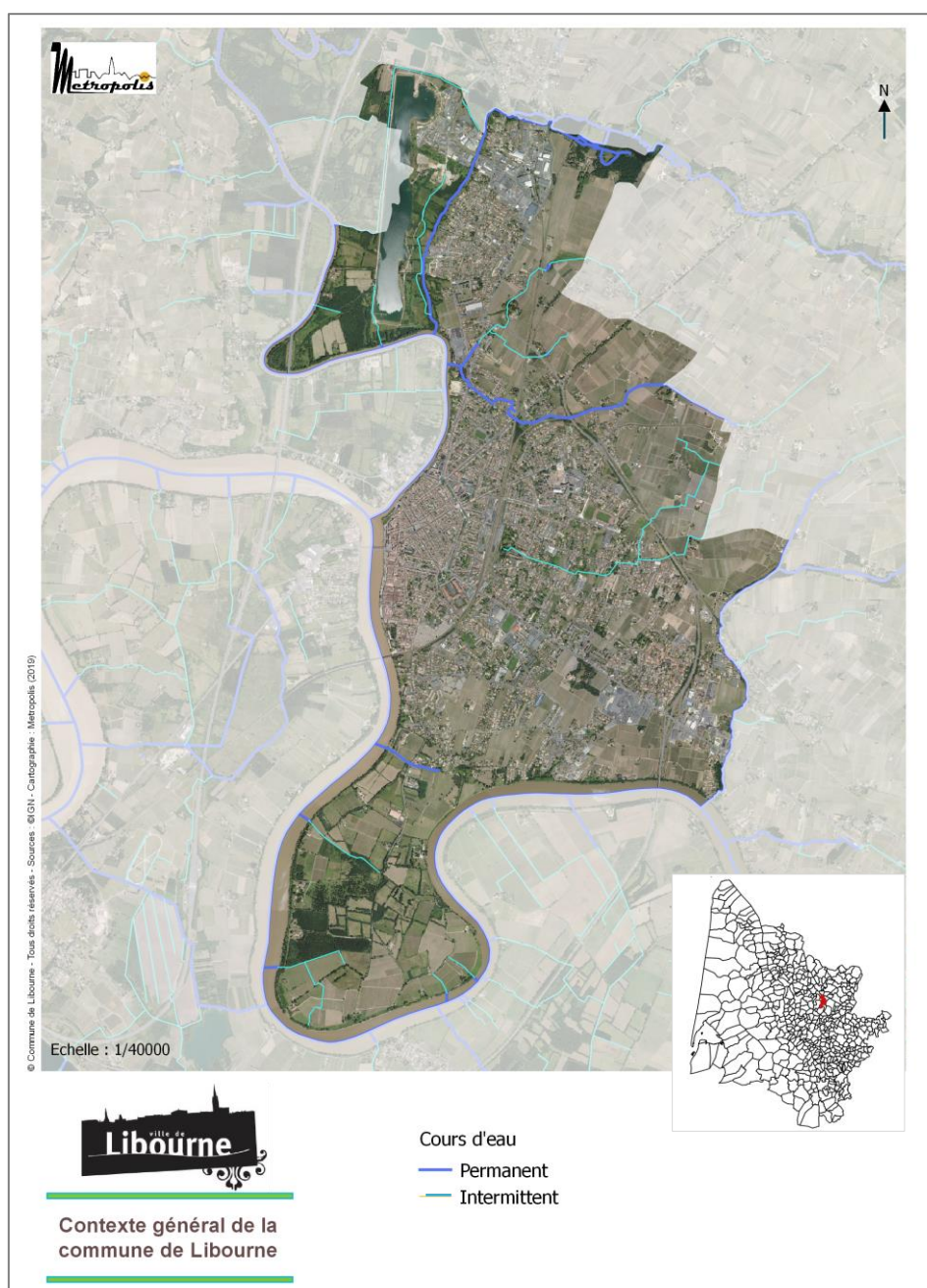
SOMMAIRE

SOMMAIRE	5
PREAMBULE	7
1. Objet de la procédure	7
2. Objectif de la note	8
DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU	9
CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE	13
ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES LIEES A LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU	30
1. Préambule	30
2. Rappel des évolutions attendues suite à la modification simplifiée n°1 du PLU de Libourne	30
3. Analyse synthétique des incidences potentielles notables de la modification simplifiée du PLU de Libourne sur l'environnement.....	32
3.1. <i>Modification de l'article 9 (pour les zones UB, UC, 1AU et 2AU, puis commune à l'ensemble des zones)</i>	32
3.2. <i>Modification de l'article 11, commune à l'ensemble des zones.....</i>	32
3.3. <i>Modification de l'article 2 du règlement, de la zone UA et du plan de zonage</i>	32
3.4. <i>Modification de l'article 2 du règlement de la zone UB</i>	33
3.5. <i>Modification de l'article 7 du règlement de la zone UB</i>	33
3.6. <i>Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB</i>	33
3.7. <i>Modification de l'article 9 du règlement des zones UB et UC</i>	34
3.8. <i>Modification de l'article 10 du règlement des zones UB et UC</i>	34
3.9. <i>Modification de l'article 6 de la zone UC</i>	35
3.10. <i>Modification de l'article 12 du règlement de la zone UC</i>	35
3.11. <i>Modification du règlement de la zone UE</i>	35
3.12. <i>Modification des articles 2 et 13 du règlement de la zone UY</i>	39
3.13. <i>Modification du règlement concernant la dérogation à l'application de l'article R.151-21 §3 du code de l'urbanisme dans les zones UA, UB, UC et 1AU.....</i>	41
3.14. <i>Modifications du plan de zonage</i>	41
3.15. <i>Modification des erreurs matérielles du zonage du PLU.....</i>	43
3.16. <i>Intégration du règlement local de publicité dans les annexes du PLU</i>	43
3.17. <i>Intégration du Secteur d'Information des Sols (SIS) dans les annexes du PLU</i>	43
ANNEXE	44

PREAMBULE

1. OBJET DE LA PROCEDURE

Le présent dossier concerne le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Libourne, commune située dans le département de la Gironde (33) et comprise dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI). **La commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 15 décembre 2016. Celui-ci a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.**



Focus sur la commune de Libourne

2. OBJECTIF DE LA NOTE

Les éléments présentés ci-après doivent permettre à l'Autorité Environnementale d'apprécier les incidences prévisibles sur l'environnement liée au projet de modification simplifiée du PLU de Libourne. Sur la base de ces éléments, il s'agit pour le service instructeur de se prononcer sur la nécessité, ou non, de soumettre la procédure de modification simplifiée du PLU à un processus d'évaluation environnementale.

Les rubriques constitutives de cette note sont les suivantes :

- Description des caractéristiques principales du projet de modification du PLU ;
- Caractéristiques du territoire, particulièrement d'un point de vue environnemental ;
- Pré-analyse des incidences potentielles du projet de modification simplifiée du PLU sur l'environnement et la sécurité des personnes et des biens ;
- Annexe(s)

DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

Le projet de modification simplifiée du PLU de Libourne est lié à plusieurs objets. Le rappel de ces derniers est synthétisé dans le tableau ci-après.

➡ *Voir également la notice explicative associée à la procédure.*

Objets	Objectif(s)
Modifications du PLU de Libourne portant sur le règlement	
Modification de l'article 9 : <ul style="list-style-type: none"> des zones UB, UC, 1AU et 2AU (1) commune à l'ensemble des zones (2) 	<p>L'article 9 définit les prescriptions réglementaires en matière d'emprise au sol des constructions.</p> <p>Il s'agit ici de préciser la rédaction de l'article 9, notamment liée au terme d'emprise, afin de faciliter la compréhension du règlement par le lecteur (1) et d'éviter un éventuel contournement de la règle (2).</p>
Modification de l'article 11, commune à l'ensemble des zones	<p>L'article 11 porte notamment sur l'aspect des clôtures.</p> <p>Il s'agit ici de préciser que les murs maçonnés doivent être enduits aussi bien côté privé que côté espace public (rue).</p>
Modification de l'article 2 du règlement de la zone UA et du plan de zonage	<p>Suite à l'étude de revitalisation du cœur de la bastide de Libourne, un plan d'action a été développé. Le second axe de ce dernier vise à revivifier la vitalité commerciale et de services de la Bastide de Libourne pour resserrer le parcours marchand et renforcer les générateurs de flux pour accroître la fréquentation.</p> <p>La présente modification est l'occasion d'adapter le périmètre de diversité commerciale en fonction du parcours marchand de l'étude de revitalisation.</p>
Modification de l'article 2 du règlement de la zone UB	<p>Lors de l'élaboration du PLU de Libourne, l'objectif recherché était que les bâtiments soient à usage mixte. Or, avec la rédaction actuelle de l'article 2 de la zone UBc, un bâtiment avec 100% de logements, ou a contrario, 100% de commerce, est possible.</p> <p>Il s'agit ici de mieux encadrer la règle afin d'atteindre cet objectif de mixité.</p>
Modification de l'article 7 du règlement de la zone UB	<p>Lors de l'élaboration du PLU, l'objectif recherché était de favoriser l'installation de piscine dans une partie de l'espace privé, non visible depuis l'espace public.</p>

	<p>Toutefois, il s'avère que l'application de cette règle est parfois impossible dans certains cas.</p> <p>Il s'agit donc ici de simplifier la règle.</p>
Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB	<p>Il s'agit ici de privilégier les déplacements doux et communs et de limiter les entrées des véhicules dans un site en pleine mutation urbaine, à savoir le site Gare-Epinette, et encadré par le site patrimonial de l'AVAP.</p>
Modification de l'article 9 du règlement des zones UB et UC	<p>L'article 9 définit les prescriptions réglementaires en matière d'emprise au sol des constructions. Dans les zones UB et UC de Libourne, les emprises au sol sont volontairement limitées pour limiter la division parcellaire et permettre à la municipalité des mener à bien sa politique de revitalisation de la bastide.</p> <p>Toutefois, par le jeu de règles que forment les bandes A, B et C dans le règlement, les extensions des constructions existantes sont difficiles.</p> <p>Il s'agit ici de permettre l'adaptation des constructions déjà existantes en zone B et C, et de leur accorder une marge d'extension.</p>
Modification de l'article 10 du règlement des zones UB et UC	<p>L'article 10 définit les prescriptions réglementaires en matière de hauteur des constructions. Dans les zones UB et UC de Libourne, la hauteur des constructions est volontairement limitée pour limiter les possibilités de construire et permettre à la municipalité des mener à bien sa politique de revitalisation de la bastide.</p> <p>Cependant, comme dans le paragraphe précédent, il existe des constructions dans les bandes B et C des parcelles des zones UB et UC.</p> <p>L'objectif recherché est ici de permettre les surélévations des constructions existantes.</p>
Modification de l'article 6 de la zone UC	<p>L'article 6 définit les prescriptions réglementaires en matière d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.</p> <p>Lors de la révision du POS en PLU, pour les constructions existantes, l'objectif recherché était que le recul serait entre la façade avant et la façade arrière de la maison existante. Or, à l'usage de l'instruction des autorisations d'urbanisme, le texte peut être compris de façon erronée, à savoir : le recul correspond à tous les reculs entre l'alignement et la façade existante.</p> <p>Il s'agit donc de lever l'ambiguïté de l'interprétation.</p>
Modification de l'article 12 de la zone UC	<p>L'objectif recherché est de limiter et d'encadrer le développement de nouveaux commerces en modifiant les conditions de stationnement pour la destination de commerce en zone UC.</p>

Modification du règlement de la zone UE	<p>Un projet de résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) est en cours d'étude sur le territoire de Libourne. Les zones UE sont actuellement ciblées pour accueillir ce type de structures. En effet, ces zones sont toutes maîtrisées par des collectivités publiques. Vis-à-vis du PLU approuvé, en zone UE, le règlement ne permet pas la création d'une telle structure, malgré le fait que la RHVS comprend 30% de logements pour l'hébergement d'urgence.</p> <p>Il est donc nécessaire de modifier les articles 1 et 2 de la zone UE pour permettre la réalisation de cette RHVS. L'article 10 doit également être adapté</p>
Modification du règlement de la zone UY : <ul style="list-style-type: none"> - Modification de l'article 2 - Modification de l'article 13 	<p>La modification de l'article 2 vise à permettre l'extension des habitations existantes, tout en l'encadrant.</p> <p>La modification de l'article 13 vise à préciser la règle lorsqu'il s'agit des constructions publiques.</p>
Modification du règlement concernant la dérogation à l'application de l'article R.151-21§3 du Code de l'Urbanisme dans les zones UA, UB, UC et 1AU	<p>Cette dérogation s'avère contre-productive depuis l'approbation du PLU en 2016, principalement pour des opérations d'habitat social car elle ne permet pas d'optimiser le foncier et <i>in fine</i> la densification.</p>
Autres	
Modification du plan de zonage	<p>Les modification du plan de zonage portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le changement de destination d'une habitation en zone A pour devenir un cabinet médical (proximité de l'Hôpital de Garderose) - Le reclassement des parcelles 119, 246 et 503 de la zone UC en zone A - La modification du périmètre de la zone UE sur la zone UB de l'hôpital - La modification du périmètre de la zone UB sur la zone UE de l'hôpital
Modification des erreurs matérielles du zonage du PLU de Libourne	<p>Il s'agit ici de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modifier le zonage de la zone UBc le long de l'avenue du Général De Gaulle ; - Modifier le zonage de la zone UC sur la zone UBc, le long de l'avenue du Général De Gaulle (un bâtiment est à cheval sur les 2 zones) ; - Modifier le zonage de la zone UYc le long de l'avenue du Général de Gaulle sur la zone UBc ; - Modifier le plan des servitudes d'utilité publique afin de corriger le report de l'AVAP ; - Rectifier une erreur matérielle dans l'annexe du règlement sur le petit patrimoine à préserver.

Intégration du règlement local de publicité dans les annexes du PLU	La présente modification est l'occasion de mettre à jour le PLU en intégrant le RLP, approuvé le 15 décembre 2016, aux pièces du PLU.
Intégration du Secteur d'Information des Sols (SIS) dans les annexes du PLU	L'arrêté de création SIS du 21 février 2019 identifie le site de l'ancienne usine à gaz – Centre EDF-GDF Services en qualité de SIS. La présente modification est l'occasion d'annexer le SIS au PLU, comme demandé par la réglementation en vigueur.

Au regard de ces éléments, les changements attendus par la procédure de modification simplifiée n'induisent aucune évolution notable quant aux perspectives de développement urbain et démographique, telles que projetées dans le PLU actuellement en vigueur.

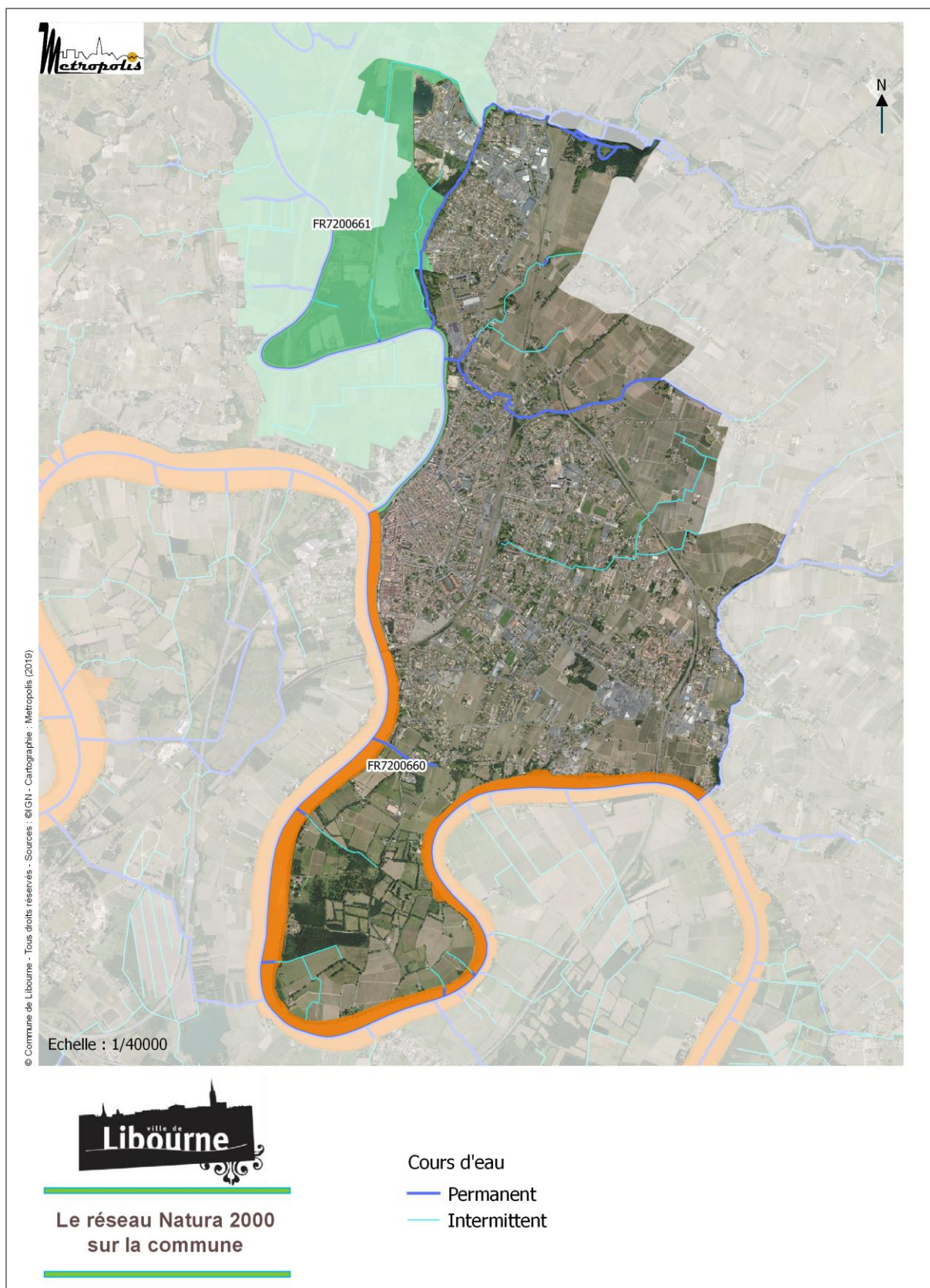
Par ailleurs, comme le montre le tableau suivant, les modifications apportées au zonage n'entraînent aucune modification des surfaces globales du PLU.

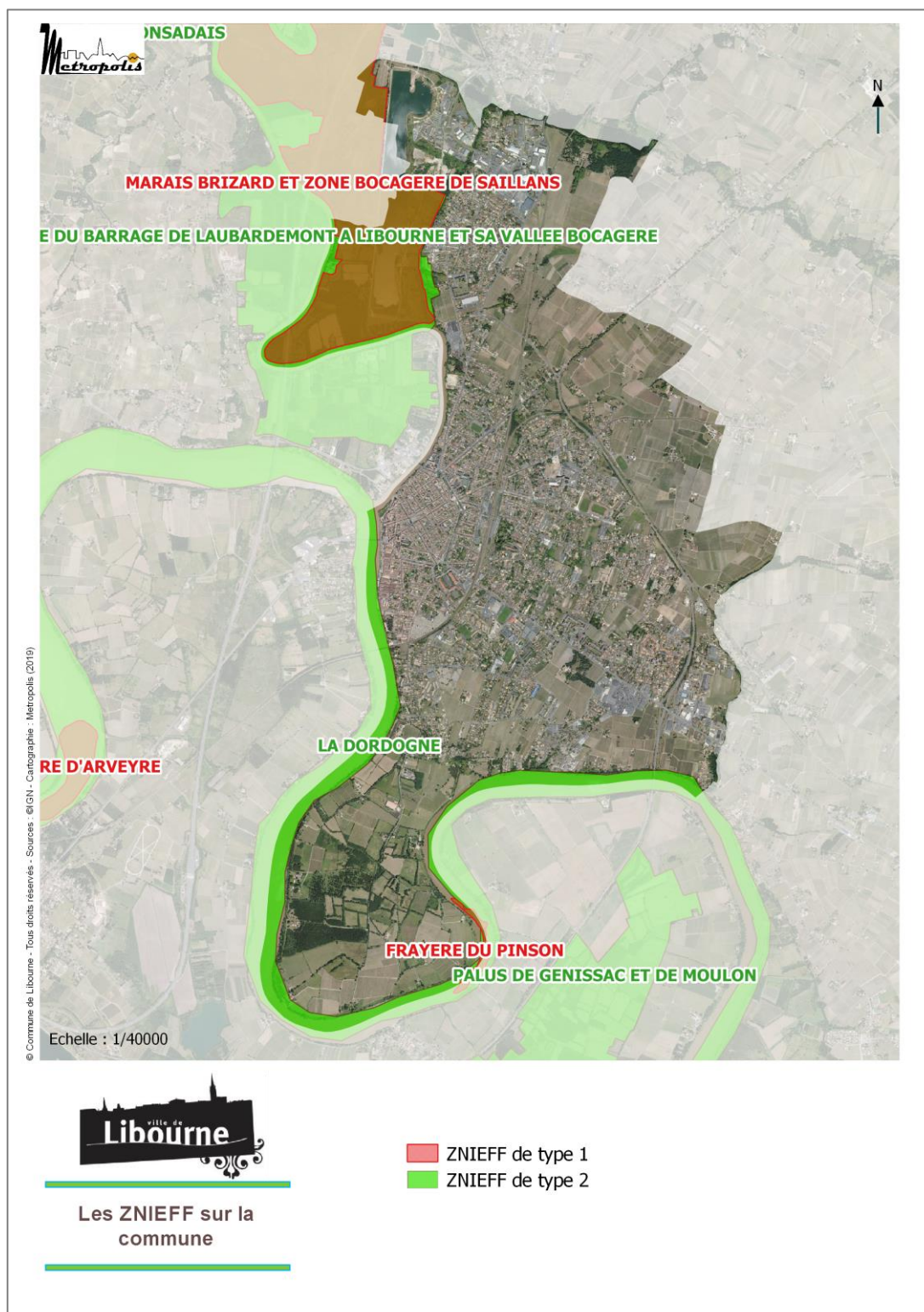
Type de zone	PLU approuvé en 2016 mis en compatibilité en 2017		PLU modifié	
	Surfaces en hectares	Surfaces en %	Surfaces en hectares	Surfaces en %
Total zones U	820,06	39,74%	819,83	39,73%
UA	58,91	2,85%	58,91	2,85%
UAch	6,78	0,33%	6,78	0,33%
UAp	9,07	0,44%	9,07	0,44%
UB	131,77	6,39%	131,96	6,39%
UBc	8,78	0,43%	8,59	0,42%
UBp	10,27	0,50%	10,27	0,50%
UC	378,68	18,35%	378,53	18,34%
UE	82,54	4,00%	82,32	3,99%
UEgv	1,35	0,07%	1,35	0,07%
UEr	21,91	1,06%	21,91	1,06%
UY	79,38	3,85%	79,38	3,85%
UYc	30,63	1,48%	30,76	1,49%
Total zones A	777,91	37,70%	777,91	37,70%
A	240,39	11,65%	240,47	11,65%
Ap	537,51	26,05%	537,68	26,06%
Total zones N	445,54	21,59%	445,54	21,59%
N	11,49	0,56%	11,49	0,56%
Nb	419,86	20,35%	419,86	20,35%
Ne	6,38	0,31%	6,38	0,31%
NL	7,81	0,38%	7,81	0,38%
Total zones AU	20,07	0,97%	20,07	0,97%
1AU	5,67	0,27%	5,67	0,27%
1AUe	2,99	0,14%	2,99	0,14%
1AUy	5,20	0,25%	5,20	0,25%
2AU	0,47	0,02%	0,47	0,02%
2AUy	5,75	0,28%	5,75	0,28%
Total	2063,58	100,00%	2063,58	100,00%

CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

Les principaux éléments de contexte environnemental dans lequel s'inscrit la commune, sont rappelés dans les tableaux suivants.

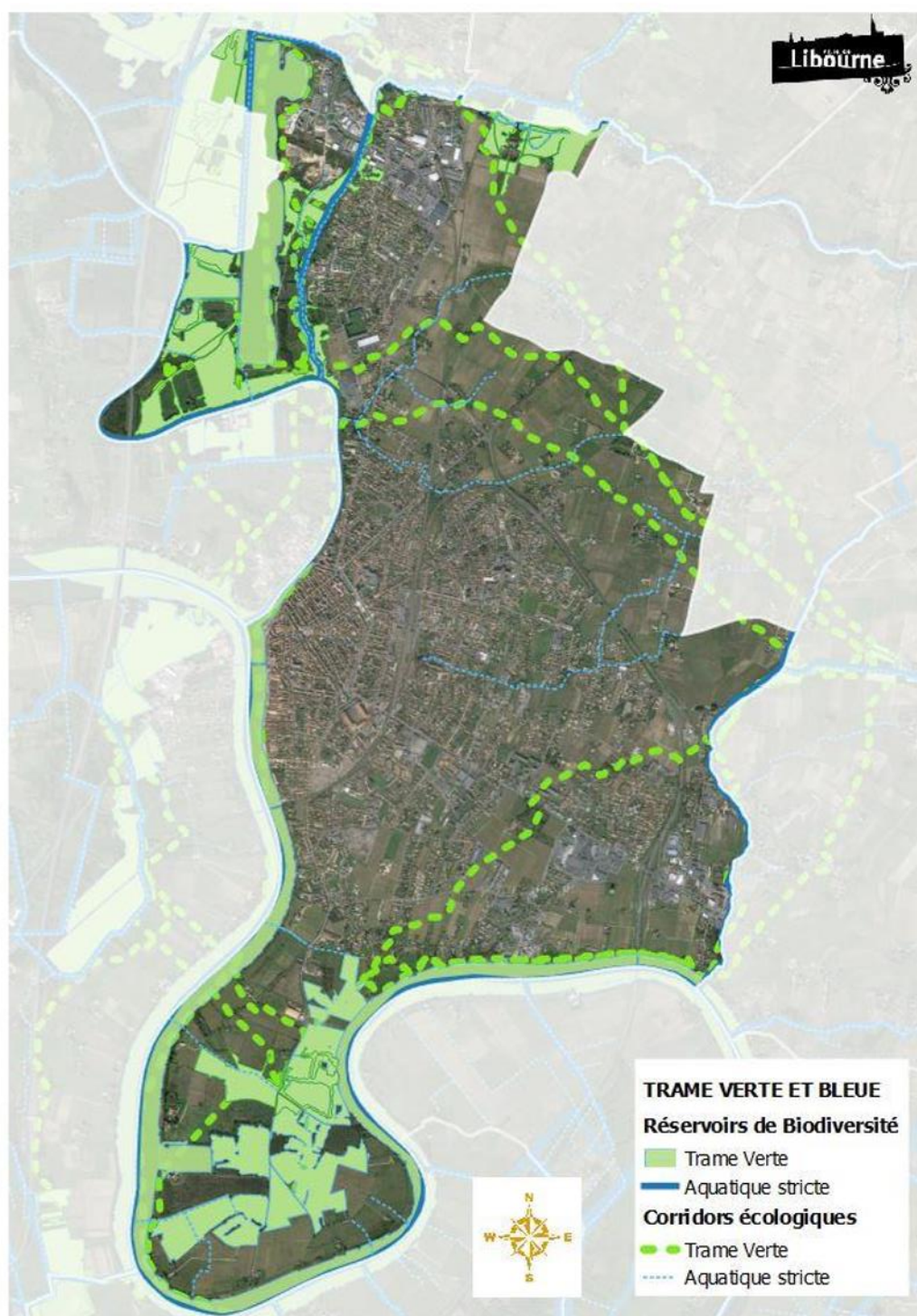
Contexte écologique et paysager	
Source : DREAL Nouvelle Aquitaine ; site Géoportail (pour la cartographie des mesures compensatoires d'atteinte à la biodiversité prescrites et diffusées par le CEREMA) ; portail cartographique de l'Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine	
Périmètre(s) d'inventaire	<p>La commune de Libourne recense plusieurs périmètres d'inventaire (en tout ou partie) sur son territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 ZNIEFF de type 1 : <ul style="list-style-type: none"> o Frayère du Pinson ; o Marais Brizard et zone bocagère de Saillans ; - 2 ZNIEFF de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> o La Dordogne ; o L'Isle du barrage de Laubardemont à Libourne et sa vallée bocagère ; <p>➔ Cf. Cartographie dans les pages suivantes</p>
Périmètre(s) règlementaire(s)	<p>La commune de Libourne recense :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 sites Natura 2000 : <ul style="list-style-type: none"> o Le site FR7200660 « La Dordogne » ; o Le site FR7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne ». - 2 sites inscrits : <ul style="list-style-type: none"> o Les quartiers anciens ; o La Place Abel Surchamp. <p>En revanche, elle ne répertorie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope ; - Aucune Réserve Naturelle Nationale ou Régionale ; - Aucun site classé. <p>➔ Cf. Cartographie dans les pages suivantes</p>
Périmètre(s) de protection par maîtrise foncière	<p>La commune de Libourne n'est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun périmètre d'intervention du Conservatoire des Espaces Naturels d'Aquitaine ; - aucun périmètre Espace Naturel Sensible (ENS) ; - aucune zone de préemption Espace Naturel Sensible (ZPENS).
Autre(s) donnée(s)	<p>La commune de Libourne est concernée par l'inscription de mesures compensatoires prescrites dans le cadre des atteintes à la biodiversité (consultation de la base de données mise à disposition par le CEREMA au 04/10/2019). Celles-ci sont liées au projet de la ZAE Ballestières-Dagueys et du centre aquatique de Libourne (source : Géoportail)</p> <p>Une Trame Verte et Bleue a été déterminée à l'échelle de la commune, dans le cadre du PLU.</p> <p>➔ Cf. Cartographies dans les pages suivantes</p>



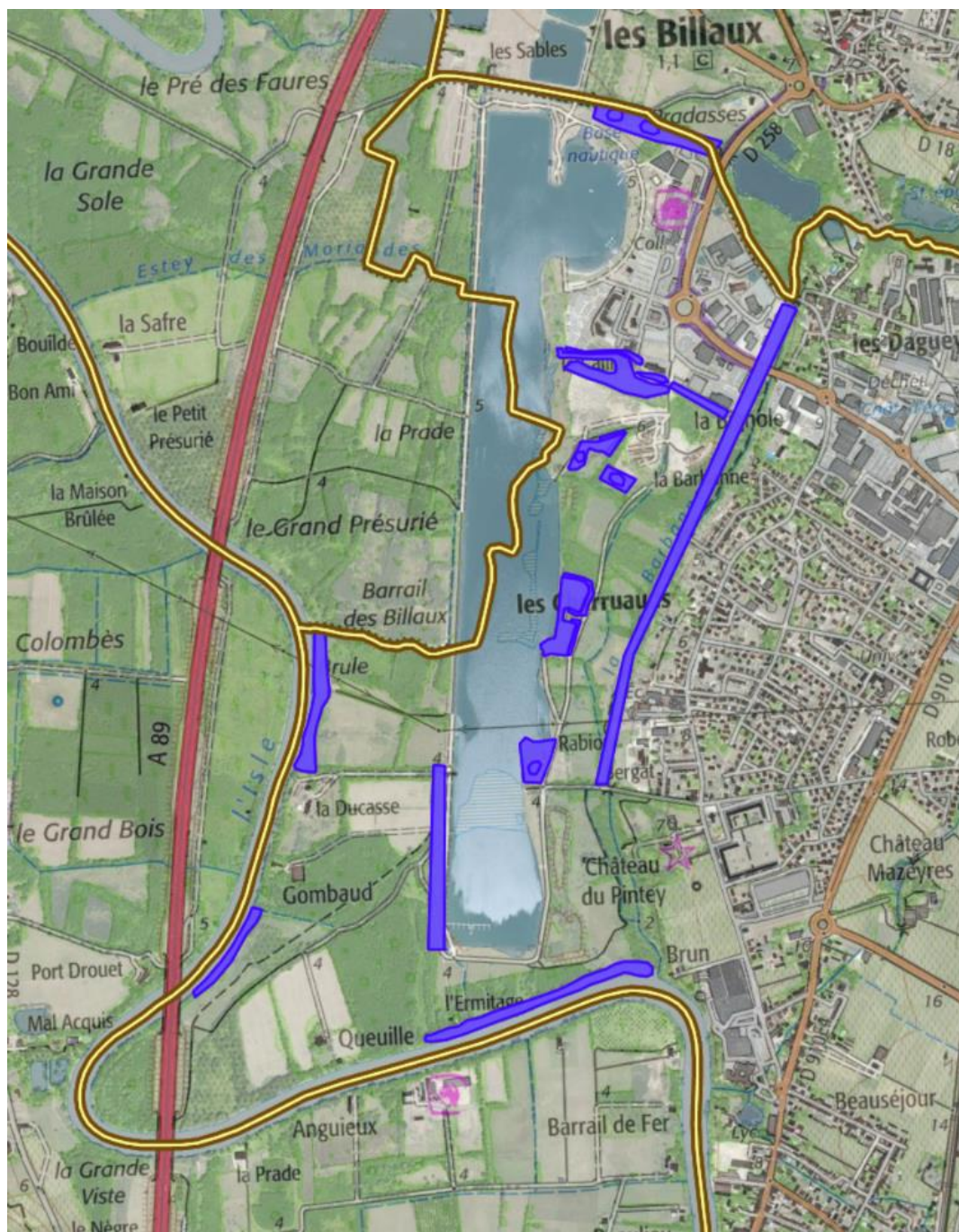




Les sites inscrits répertoriés sur la commune de Libourne



Trame Verte et Bleue à l'échelle de Libourne



Etat des mesures compensatoires prescrites dans le cadre des atteintes à la biodiversité (consultation de la base de données mise à disposition par le CEREMA au 04/10/2019 – Données : Géoportail).

Éléments de contexte sur les risques, les nuisances et les pollutions

Source : DDRM Gironde, site Géorisques, DDTM Gironde, DREAL Nouvelle Aquitaine, base de données BASOL (consultation au 07/10/2019), base de données nationale sur les ICPE (consultation au 07/10/2019,).

Risques naturels et technologiques

Selon le DDRM de Gironde, la commune est concernée par :

- Un risque naturel majeur : le risque inondation ;
- Un risque technologique majeur : la rupture de barrage.

Par rapport aux **risques naturels**, la commune de Libourne :

- est considérée comme exposée à un territoire à risque important d'inondation (TRI de Libourne) ;
- fait l'objet d'un programme de prévention : PAPI de la Dordogne
- est soumise aux prescriptions d'un PPRI : le PPRI Vallées de la Dordogne et de l'Isle – secteur du Libournais, approuvé le 16/06/2003.

Par rapport **aux porter à connaissance que sont les cartes d'aléas du BRGM** :

- *Aléa retrait-gonflement des argiles* : la commune se caractérise par un aléa de niveau moyen (*rappel de la limite d'interprétation de la carte fixée par le BRGM : 1/50000*).
- *Remontée de nappes souterraines* : globalement, la commune est partiellement exposée à l'aléa remontée de nappes souterraines, notamment aux inondations de caves (*rappel de la limite d'interprétation de la carte fixée par le BRGM : 1/100000*).

Selon la base de données Géorisques, la commune :

- ne recense pas de cavités souterraines abandonnées ;
- recense **un mouvement de terrain**, lié à l'érosion des berges (près de la rue Louise Michel) ;

Par rapport aux **risques technologiques**, la commune de Libourne :

- n'est concernée par aucun PPRT ;
- n'est pas traversée par des canalisations de transport de matières dangereuses.

➡ Cf. Cartographies dans les pages suivantes

Nuisances et pollutions

Selon la base de données Géorisques, la commune de Libourne :

- est concernée par 8 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). **Aucune n'est de type SEVESO**. Les ICPE répertoriées dans la base de données nationale, sont présentées dans le tableau suivant.

Nom établissement - N° inspection	Statut Seveso	Régime	Etat d'activité	Priorité nationale	IED-MTD
AROLI-PARIS(EX LANVIN) - N°0052.00896	Non Seveso	/	En cessation d'activité	Non	Non
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE - N°0031.03445	Non Seveso	E	En fonctionnement	Non	Non
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE - N°0052.07384	Non Seveso	E	En fonctionnement	Non	Non
CEVA SANTE ANIMALE (ex SANOFI) - N°0052.00894	Non Seveso	E	En fonctionnement	Non	Non
COLOMES - N°0052.13107	Non Seveso	/	En cessation d'activité	Non	Non
ETABLISSEMENTS JEAN PIERRE MOUEIX - N°0052.05308	Non Seveso	E	En fonctionnement	Non	Non
LYCEE PROFESSIONNEL HENRI BRULLE - N°0052.11448	Non Seveso	E	En fonctionnement	Non	Non
SFCME - N°0052.00001	Non Seveso	A	En fonctionnement	Non	Non

E : Enregistrement

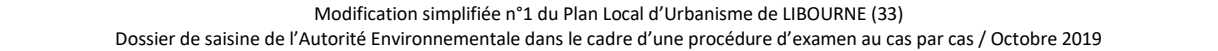
A : Autorisation

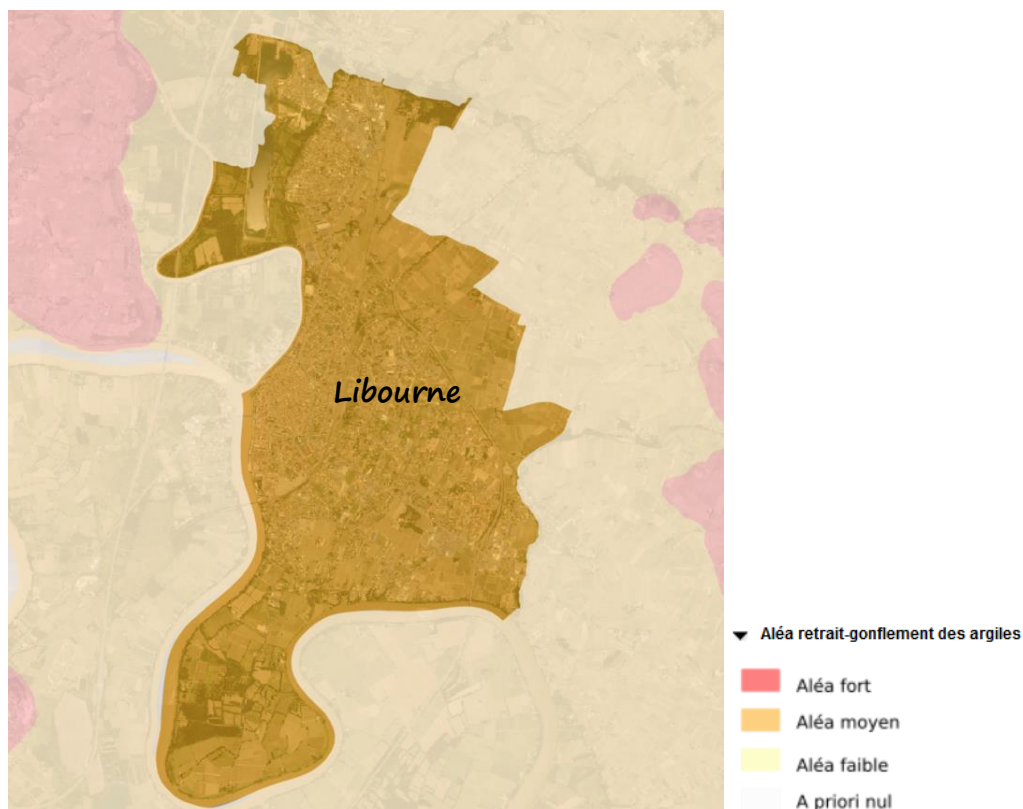
- répertorie deux sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics (BASOL) :
 - *l'ancienne usine à gaz – centre EDF-GDF Services* : située au Sud-Est du centre-ville de Libourne, d'une superficie totale d'environ 13000 m². Cette usine à gaz a fabriqué, de 1847 à 1957, du gaz à partir de la distillation de la houille. Le site est occupé par une agence clientèle et un centre d'exploitation EDF-GDF Services (bâtiments administratifs et techniques). ENGIE est propriétaire des terrains. **Le site a été traité. Il est également associé à un Secteur d'Information sur les Sols (SIS).**
 - *Le site SFCME* : Usine de fabrication d'appareillage électrique Moyenne Tension (interrupteurs MT notamment) exploitée par la Société SFCME en zone industrielle de la Ballastière sur la commune de Libourne (33). L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 11/08/1995. Les activités de traitement de surface électrolytique et de peinture ont été arrêtées en 2000. **Le site a été traité.**
- présente plusieurs infrastructures de transport terrestre identifiées comme bruyantes par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016.

➡ Cf. Cartographies dans les pages suivantes

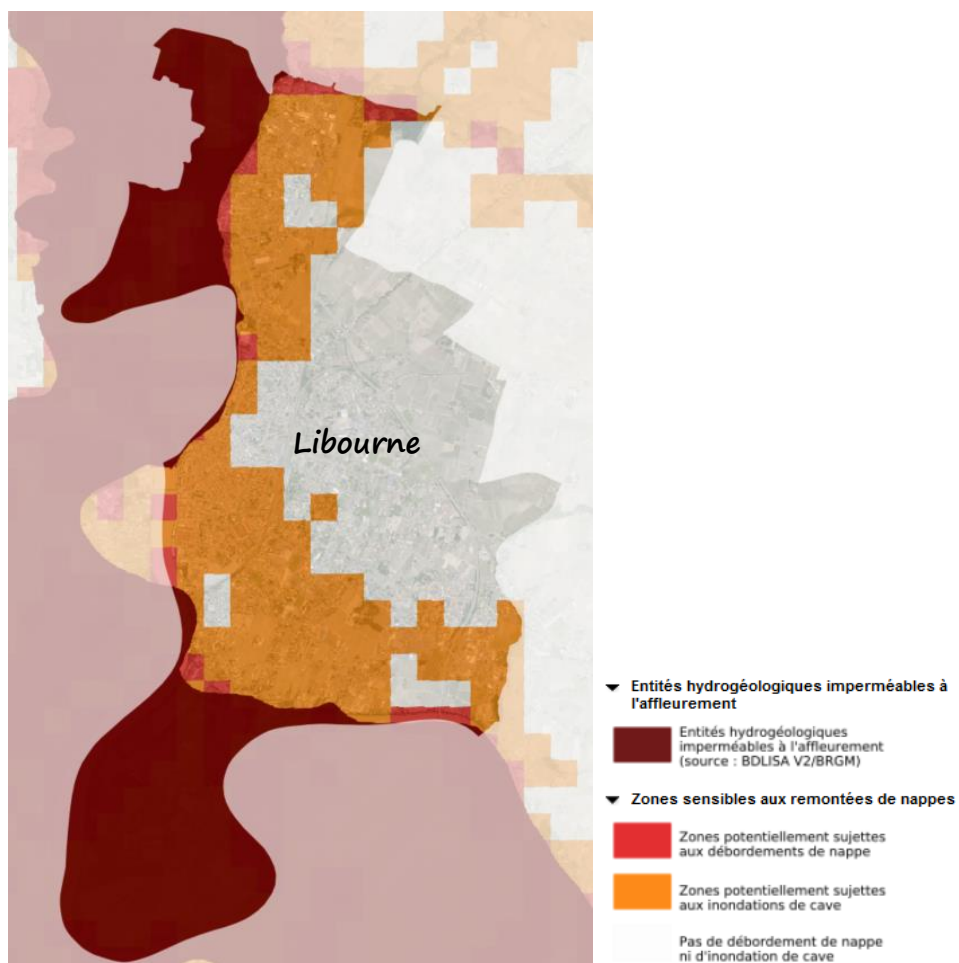
COMMUNES	INONDATION	FEUX DE FORÊT	ÉBOULEMENT	EFFONDREMENT	PHÉNOMÈNES LITTORAUX	RETRAIT-CONFLEMENT	INDUSTRIEL	NUCLÉAIRE	RUPTURE DE BARRAGE	NOMBRE DE RISQUES
LARTIGUE										1
LARUSCADE										2
LATRESNE										4
LAVAZAN										1
LÈGE-CAP-FERRET										2
LÉOGÉATS										1
LÉOGNAN										2
LERM-ET-MUSSET										1
LESPARRE-MÉDOC										2
LESTIAC-SUR-GARONNE										3
LÈVES-ET-THOUMEYRAGUES (LES)										0
LIBOURNE										2
LIGNAN-DE-BAZAS										1
LIGNAN-DE-BORDEAUX										2
LIGUEUX										0
LISTRAC-DE-DURÈZE										0
LISTRAC-MÉDOC										2
LORMONT										4
LOUBENS										1
LOUCHATS										1
LOUPES										1
LOUPIAC										2
LOUPIAC-DE-LA-RÉOLE										1
LUCMAU										1
LUDON-MÉDOC										2
LUGAIGNAC										1
LUGASSON										1
LUGON-ET-L'ÎLE-DU-CARNEY										4
LUGOS										1
LUSSAC										2
MACAU										3
MADIRAC										0
MARANSIN										2
MARCENNAIS										1
MARCHEPRIME										1
MARCILLAC										2
MARGAUX										1
MARGUERON										1
MARIMBAULT										2
MARIONS										1
MARSAS										1
MARTIGNAS-SUR-JALLE										3
MARTILLAC										2
MARTRES										0
MASSEILLES										1
MASSUGAS										0
MAURIAC										0
MAZÈRES										1
MAZION										0
MÉRIGNAC										2
MÉRIGNAS										2
MESTERRIEUX										1
MIOS										1
MOMBRIER										0
MONGAUZY										3
MONPRIMBLANC										0
MONSÉGUR										1

Extrait du DDRM de Gironde en vigueur





Cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles (source : Géorisques) / Limite d'interprétation : 1/50000



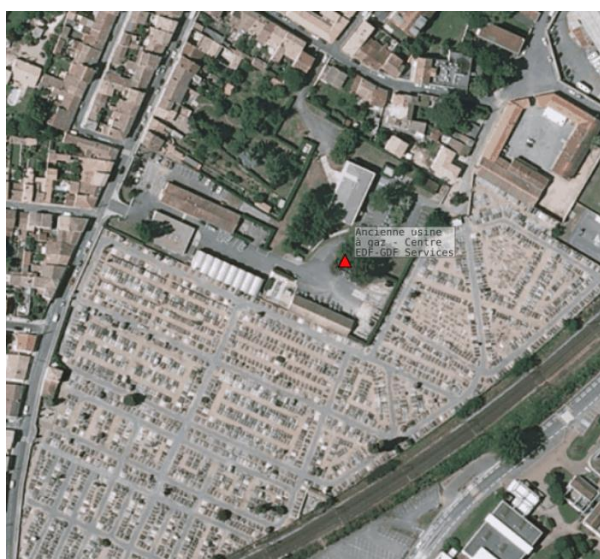
Cartographie de l'aléa remontée de nappes souterraines (source : Géorisques) / Limite d'interprétation : 1/100000



Mouvement de terrain recensé sur Libourne – en rouge (source : Géorisques)



Site BASOL de la SFCME (en rouge), 18 avenue de la Ballastière (source : Géorisques)

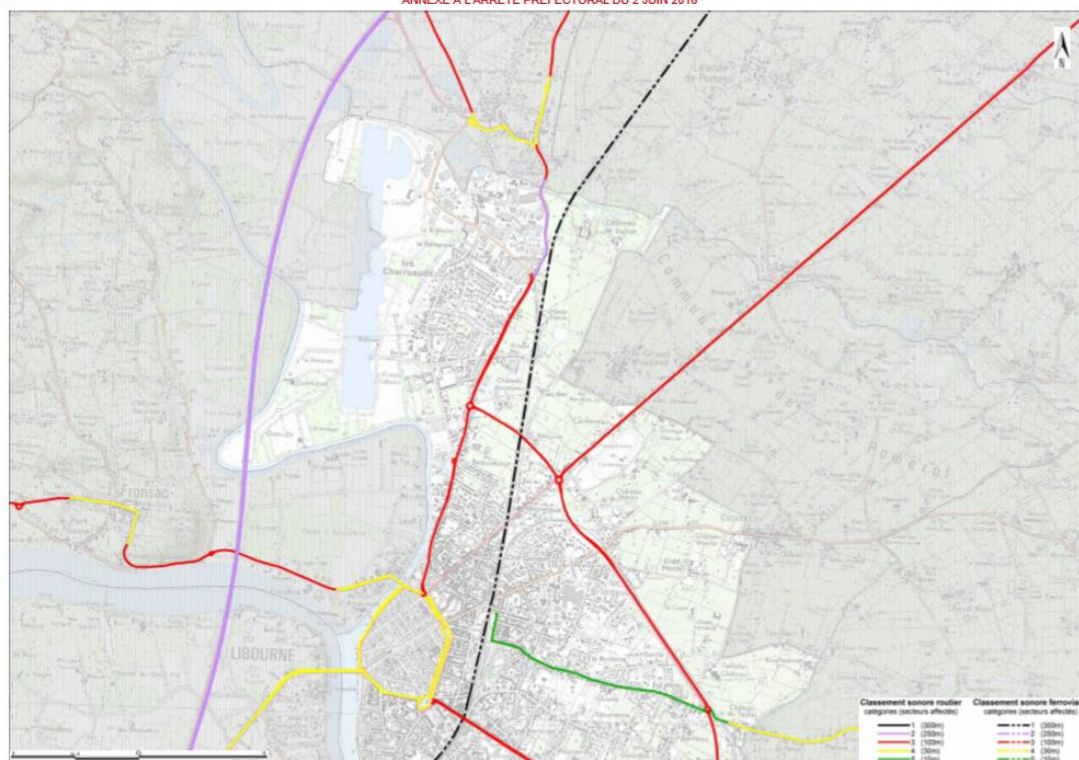


Site BASOL de l'ancienne usine à gaz de Libourne (en rouge), 67 rue de Montaudon (source : Géorisques)

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016



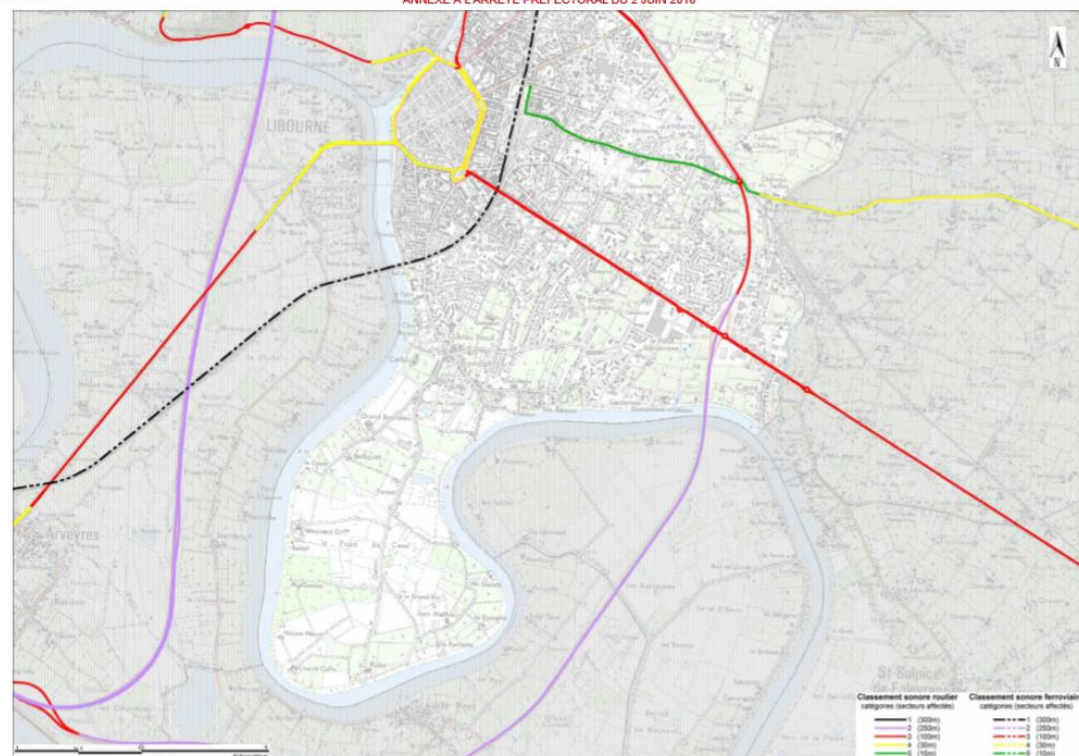
Sources : DOTM 33 / Références : BD Cartho 2011 ©IGN - Paris - reproduction Interdit protocole IGN / MEDDE - MAA 2012

classement sonore - LIBOURNE, page 1/3

CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016



Sources : DOTM 33 / Références : BD Cartho 2011 ©IGN - Paris - reproduction Interdit protocole IGN / MEDDE - MAA 2012

classement sonore - LIBOURNE, page 2/3



CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Commune de LIBOURNE

ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 JUIN 2016

CLASSEMENT SONORE DES VOIES ROUTIÈRES

Nom de la voie	Debut du tronçon	Fin du tronçon	Traffic	Largeur	TMJA	Vitesse VL	Pourcentage PL	Laeq jour	Laeq nuit	Catégorie
A39	limite de commune Fronsac	limite de commune Fronsac	O	20	19690	130	8	77	71	2
A39	limite de commune Fronsac	limite de commune Les Billaux	O	20	19690	130	8	77	71	2
A39	limite de commune Saillans	limite de commune Libourne	O	20	19690	130	8	77	71	2
Cours des Girondins	Quai General d'Amade	Place Joffre	O	7	9000	50	3	67	58	4
D1089	P aggio Libourne	Avenue de l'Europe Jean Monet	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1089	P70 26+250	P70 27+350	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1089	P70 27+350	RD670 25+550	O	7	22780	90	6	76	67	3
D1089	RD670 25+550	limite de commune Moulon	O	7	26702	90	6	77	68	2
D1089	limite de commune Pomerol	P aggio Libourne 25+230	O	7	13530	70	8	72	64	3
D1089	Av de l'Europe Jean Monet	Av Georges Pompidou	O	7	22780	70	6	74	66	3
D1089	P aggio Libourne	Sortie Libourne	O	7	22780	50	6	72	63	3
D2089	Debut D2089 27+250	P90 (pont) 27+500	O	7	11100	50	3	68	59	4
D2089	Entree Libourne	Entree Port du Noyer	O	7	11100	50	3	68	59	4
D243	Debut limitation 30 km/h	fin limitation 30 km/h	O	7	5100	30	2	61	52	5
D243	fin limitation 30 km/h	Sortie aggio Libourne	O	7	5100	50	2	64	55	5
D243	Sortie aggio Libourne	Debut limitation 70 km/h	O	7	5100	50	2	64	55	5
D243	Debut limitation 70 km/h	Fin limitation 70 km/h	O	7	5100	70	2	67	58	4
D243	D244	Debut limitation 30 km/h	O	7	5100	50	2	64	55	5
D670	Limite commune Libourne	Rond point	O	7	9947	50	16	70	62	4
D670	Rond point	Rond point Caserne	O	17	13333	30	16	67	60	4
D670	Rond point Caserne	N89	O	7	13333	50	16	71	63	3
D670	N89	Sortie d'agglomeration	O	7	12310	50	16	71	63	3
D910	Sortie d'agglomeration Les Billaux	Entree d'agglomeration Libourne	O	7	32495	50	6	73	65	2
D910	Entree d'agglomeration	D910	O	9	32495	50	6	73	65	3
D910	D910	RD670	O	7	32495	50	6	73	65	3
quai des Salinieres	D670	D2019	O	8	11000	50	0	67	58	4

CLASSEMENT SONORE DES VOIES FERROVIAIRES

Numéro de l'axe	Ligne	Début	Fin	Nombre de voies	Laeq jour	Laeq nuit	Catégorie
570000	Bordeaux à Paris	Ambarès et Lagrave	Coutras	2 voies ou plus	82	51	1

classement sonore - LIBOURNE, page 3/3

Éléments de contexte sur l'alimentation en eau potable et l'assainissement

Source : RPQS AEP pour l'exercice 2017 de la ville de Libourne ; RPQS Assainissement collectif pour l'exercice 2017 de la ville de Libourne ; SCOT du Grand Libournais (rapport de présentation) ; éléments transmis par la collectivité dans le cadre de l'appel d'offre concernant le projet d'extension-reconstruction de la STEP de Condat.

Alimentation en Eau Potable

L'alimentation en eau potable sur la commune de Libourne est assurée par 3 forages puisant dans l'Eocène moyen (nappe déficitaire), qui disposent cumulativement d'une capacité de production journalière de 11 000 m³.

Nom	Capacité de production	Traitement
Bordes	3 000 m ³ /j	Déferri-sation biologique et désinfection au bioxyde de chlore
Gueyrosse	5 000 m ³ /j	Déferri-sation biologique et désinfection au bioxyde de chlore
ZI Ballastière	3 000 m ³ /j	Déferri-sation physico-chimique et désinfection au bioxyde de chlore
TOTAL	11 000 m³/j	

Le volume annuel autorisé pour la commune de Libourne est de 2 400 000 m³ (source : SCOT du Grand Libournais).

En 2017, les volumes produits ont été de 2 212 301 m³ (volumes sur une année civile), soit environ 6 061 m³/jour. Par rapport au volume prélevable autorisé, le taux de sollicitation est de 92%. La capacité résiduelle est d'environ 187 700 m³.

Le rendement des réseaux observé en 2017 est de 89%.

L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés.

Assainissement

La commune de Libourne est dotée d'une station d'épuration de 30 000 EH, collectant les effluents de Libourne et Pomerol mais également d'une petite partie des effluents des communes de St Emilion et de St Sulpice de Faleyrens. Le tableau suivant précise ses principales caractéristiques.

Localisation	Lieu-dit Condat
Année de mise en service	1979 (+ extension en 1992)
Filière eau	Boues activées
Filière boues	Centrifugation + compostage
Capacité nominale de traitement	30 000 Equivalent habitants
Télésurveillance	OUI
Milieu récepteur	La Dordogne

Les normes de rejets imposées par arrêté préfectoral du 28 avril 2017 sont les suivantes :

Paramètre	Rendement minimum (%)	ET/OU	Concentration maximum (mg/l)	Concentration réductible (mg/l)
DCO	75%	OU	125	250
DBO5	80%	OU	25	50
MES	90%	OU	35	85

Selon le dernier RPQS (2017), les concentrations moyennes en sortie de station sont conformes à la réglementation européenne (arrêté ministériel du 21 juillet 2015) et à l'arrêté préfectoral du 28 avril 2017.

Les volumes d'effluents et la charge polluante actuellement collectés et traités sont synthétisés dans les tableaux suivants.

	unité	2015	2016	2017	2018	2015-2018
Volume total en amont de la STEP	m ³ /an	1 855 690	2 006 448	1 791 797	2 079 746	7 733 680
Volume total en amont de la STEP moyen	m ³ /j	5 084	5 482	4 909	5 698	5 293
Percentile 95% du volume total en entrée de la STEP	m ³ /j	6 804	7 967	6 912	8 800	7 963
Volume journalier de référence	m ³ /j	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500
Volume de référence	m ³ /j	5 668	5 668	5 668	5 668	5 668
Pluviométrie	mm	528	796	709	743	2 773

Synthèse des débits reçus entre 2015 et 2018 (source : Programme associé à l'appel d'offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et reconstruction de la station d'épuration de Condat)

	2015-2018	DBO5	DCO	MES	NGL	Pt
moyenne		1 322	3 091	1 500	307	44
max		3 189	7 229	4 493	484	81
percentile 95%		2 018	4 606	2 563	392	71

Charges polluantes reçues entre 2015 et 2018 (source : Programme associé à l'appel d'offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et reconstruction de la station d'épuration de Condat)

Selon les informations transmises par la collectivité, on observe que :

- ✓ **Pour le volet hydraulique**
 - le débit nominal journalier est quasi toujours dépassé
 - le débit de référence est quasiment atteint, même en période de temps sec
 - le débit de référence est dépassé à chaque période pluvieuse.
 - On peut noter que la situation s'est dégradée en 2018 avec un volume moyen journalier en entrée de STEP (5300 m³/j) bien supérieur au débit nominal de la STEP : une analyse est en cours en relation avec l'exploitant.
- ✓ **Pour les charges polluantes**

La STEP dépasse sa charge nominale de 1800 kg/j en DBO5 au percentile 95%. (33 635 EH pour une charge nominale à 30 000 EH).

Conclusion : la STEP actuelle est en surcharge hydraulique et arrive à saturation de charge organique.

La Ville de Libourne a engagé des travaux importants sur son système d'assainissement afin de se mettre en conformité avec les exigences du Code de l'Environnement à l'échéance fin 2021.

C'est pourquoi ces dernières années, d'importants travaux de réhabilitation des réseaux et de mise en séparatif ont été réalisés (notamment Avenue de Gaulle, Boulevard Kléber, rues Nhévoit, Guillaumet, Saint-Exupéry, Chanzy, Trocard, Montaudon, Hoche et place Joffre). Les travaux de réhabilitation des réseaux de la bastide, ainsi qu'hors bastide, se poursuivent sur la partie réseau de collecte.

La station d'épuration doit également faire l'objet d'une extension-reconstruction. La commune a lancé un appel d'offre pour une assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'extension et la reconstruction de la STEP de Condat. La date prévisionnelle d'exécution du marché est prévue en décembre 2019.

Le projet de base sera établi pour une mise en conformité de la station d'épuration à horizon 2030 sur la base d'une capacité minimum de 40 000 EH. Le projet devra intégrer les options suivantes pour permettre une mise en conformité à horizon 2050 avec une capacité de 47 000 EH :

- ✓ Extension de capacité ;
- ✓ Digestion / Méthanisation ;
- ✓ Traitement des matières exogènes.

Le démarrage des travaux est prévu pour janvier 2021. **La mise en service de la STEP redimensionnée est prévue pour mars 2022.**

ETAPES CLEFS DU PROJET	DATE ESTIMÉE
DESIGNATION D'UN ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	1 ^{er} décembre 2019
PERMIS DE CONSTRUIRE	Janvier 2021
ARRETE PREFECTORAL	Janvier 2021
CONSULTATION D'UN GROUPEMENT DE CONCEPTEURS-CONSTRUCTEURS	Janvier – février 2020
DEMARRAGE REALISATION DES TRAVAUX	Janvier 2021
MISE EN SERVICE	Mars 2022

Planning indicatif attendu sur ce projet (source : règlement de consultation associé à l'appel d'offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et reconstruction de la station d'épuration de Condat)

STEP Condat Situation actuelle

- Légende :
- 41 Limite parcellaire et n°
 - Entrée STEP
 - Ouvrages existants
 - 41 Parcelles disponibles pour l'extension



ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES LIEES A LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU

1. PREAMBULE

La procédure de modification simplifiée n'est pas soumise obligatoirement à évaluation environnementale. Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, des éléments d'analyse des incidences notables potentielles doivent être présentées à l'Autorité Environnementale, afin que celle-ci puisse statuer sur le besoin, ou non, de soumettre la procédure à évaluation environnementale.

Les parties suivantes dressent une analyse synthétique des incidences potentielles liées aux évolutions qu'apporte la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne.

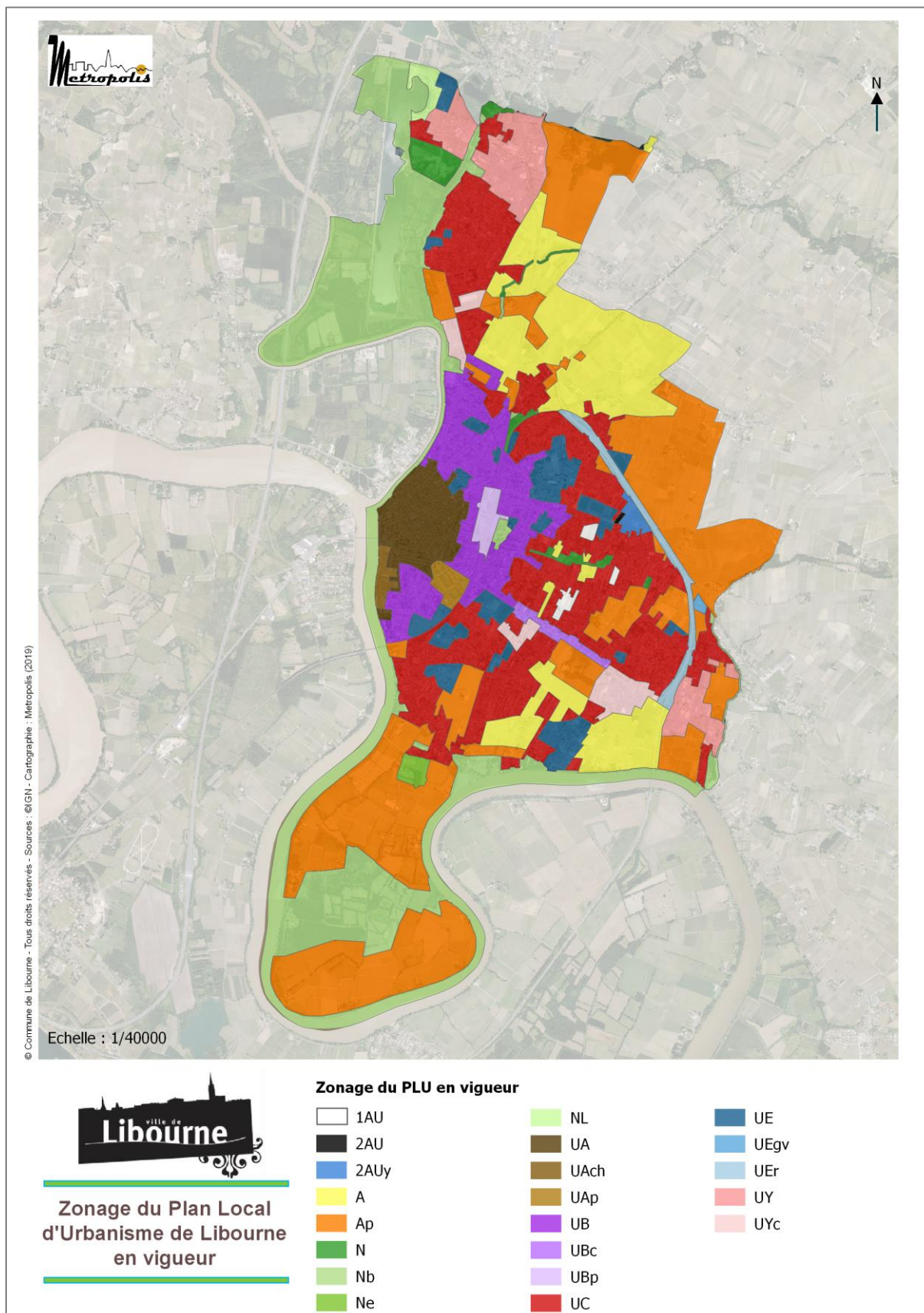
Pour rappel, **le PLU de Libourne a été approuvé en décembre 2016 et est grenello-compatible. Son élaboration s'est accompagnée d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.**

2. RAPPEL DES EVOLUTIONS ATTENDUES SUITE A LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU DE LIBOURNE

Pour mémoire, le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de Libourne a pour corollaire les points suivants :

- Modification de l'article 9 :
 - o des zones UB, UC, 1AU et 2AU (1)
 - o commune à l'ensemble des zones (2)
- Modification de l'article 11, commune à l'ensemble des zones
- Modification de l'article 2 du règlement de la zone UA et du plan de zonage
- Modification de l'article 2 du règlement de la zone UB
- Modification de l'article 7 du règlement de la zone UB
- Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB
- Modification de l'article 9 du règlement des zones UB et UC
- Modification de l'article 10 du règlement des zones UB et UC
- Modification de l'article 6 de la zone UC
- Modification de l'article 12 de la zone UC
- Modification du règlement de la zone UE
- Modification du règlement de la zone UY :
 - o Modification de l'article 2
 - o Modification de l'article 13
- Modification du règlement concernant la dérogation à l'application de l'article R.151-21§3 du Code de l'Urbanisme dans les zones UA, UB, UC et 1AU
- Modification du plan de zonage

- Modification des erreurs matérielles du zonage du PLU de Libourne
- Intégration du règlement local de publicité dans les annexes du PLU de Libourne
- Intégration du Secteur d'Information des Sols (SIS)



3. ANALYSE SYNTHETIQUE DES INCIDENCES POTENTIELLES NOTABLES DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE LIBOURNE SUR L'ENVIRONNEMENT

3.1. Modification de l'article 9 (pour les zones UB, UC, 1AU et 2AU, puis commune à l'ensemble des zones)

Il s'agit ici de préciser la rédaction de l'article 9, notamment liée au terme d'*emprise*, afin de faciliter la compréhension du règlement par le lecteur et d'éviter un éventuel contournement de la règle.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

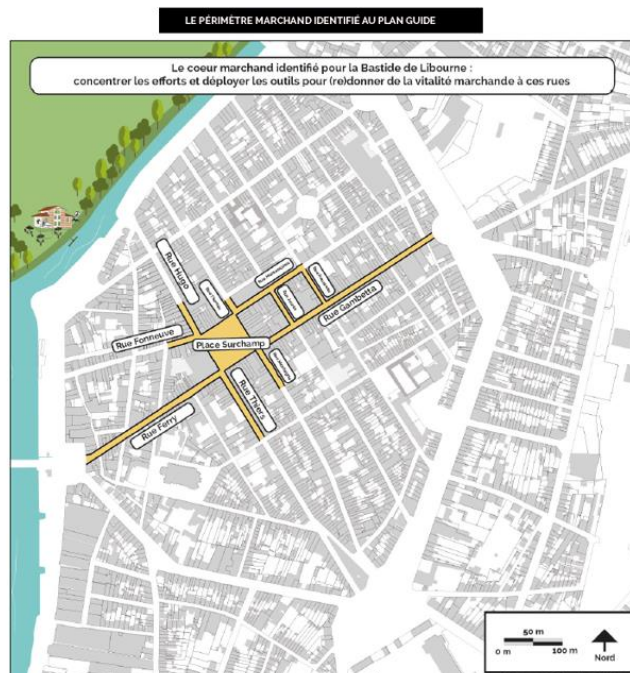
3.2. Modification de l'article 11, commune à l'ensemble des zones

L'article 11 porte notamment sur l'aspect des clôtures. Il s'agit ici de préciser que les murs maçonnés doivent être enduits aussi bien côté privé que côté espace public (rue).

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.3. Modification de l'article 2 du règlement, de la zone UA et du plan de zonage

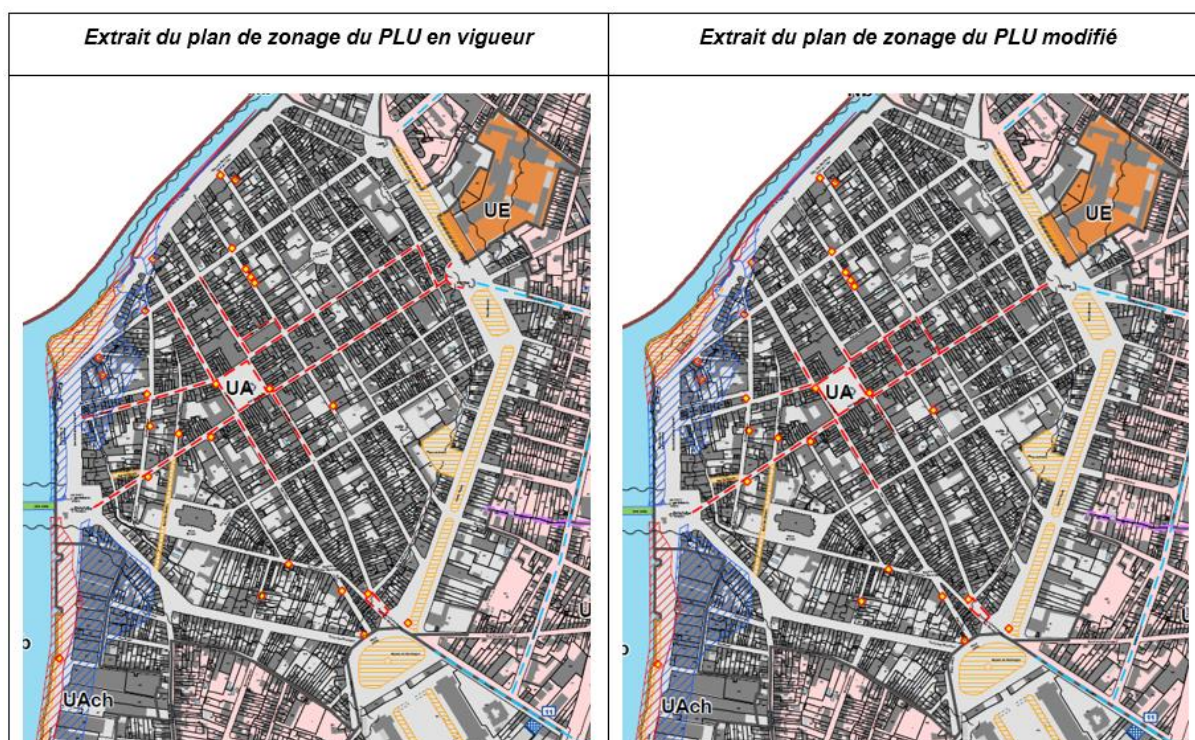
ÉLÉMENTS D'ILLUSTRATIONS



Suite à l'étude de revitalisation du cœur de la bastide de Libourne, un plan d'action a été développé. Le second axe de ce dernier vise à revivifier la vitalité commerciale et de services de la Bastide de Libourne pour resserrer le parcours marchand et renforcer les générateurs de flux pour accroître la fréquentation.

La présente modification a pour corollaire l'évolution du plan de zonage (identification au plan de zonage) et celle du règlement.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.



3.4. **Modification de l'article 2 du règlement de la zone UB**

Lors de l'élaboration du PLU de Libourne, l'objectif recherché était que les bâtiments soient à usage mixte. Or, avec la rédaction actuelle de l'article 2 de la zone UBc, un bâtiment avec 100% de logements, ou a contrario, 100% de commerce, est possible. Pourtant, l'objectif initial qui était recherché lors de l'élaboration du PLU était celui de la mixité. L'article 2 de la zone UB est donc modifié en ce sens.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.5. **Modification de l'article 7 du règlement de la zone UB**

Lors de l'élaboration du PLU, l'objectif recherché était de favoriser l'installation de piscine dans une partie de l'espace privé, non visible depuis l'espace public. Toutefois, il s'avère que l'application de cette règle est parfois impossible dans certains cas. Il s'agit donc ici de simplifier la règle.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

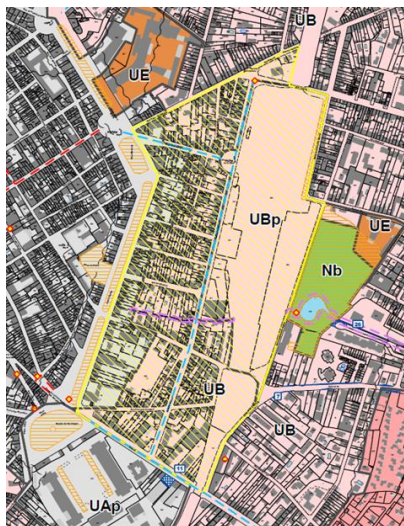
3.6. **Modification de l'article 12 du règlement de la zone UB**

L'article UB12 définit les normes de stationnement pour les constructions autorisées (habitat, hébergement hôtelier, bureau, commerces et activités de services, bâtiments publics, équipements

sportifs, salles de spectacles, de réunions. La zone UB englobe aussi le pôle Gare-Epinette, actuellement associé à un projet urbain, qui a pour objectif de :

- ✓ Améliorer l'intermodalité et l'accueil des voyageurs en gare de Libourne.
- ✓ Offrir des vélos en libre-service.
- ✓ Développer et organiser l'offre de stationnement sur le site, en lien avec la gare, en lien avec la proximité du centre-ville.
- ✓ Valoriser les éléments de paysage urbain du site : parc, perspective sur le château d'eau des Bordes, alignements d'immeubles XIXe.
- ✓ Valoriser les connexions piétonnes de part et d'autre des voies ferrées (passerelle Eiffel, cheminements inter-quartiers, accès au cœur de ville).
- ✓ Susciter le déploiement d'une offre tertiaire

Il s'agit ici de privilégier les déplacements doux et communs et de limiter les entrées des véhicules dans un site en pleine mutation urbaine, à savoir le site Gare-Epinette, et encadré par le site patrimonial de l'AVAP.



A cet effet, un périmètre de modération du stationnement est créé. La traduction réglementaire de cette modification nécessite d'ajouter un alinéa supplémentaire dérogatoire dans la zone UB sur laquelle s'applique le périmètre de modération.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

Périmètre créé sur la zone UB via la modification du PLU

3.7. **Modification de l'article 9 du règlement des zones UB et UC**

Dans les zones UB et UC de Libourne, les emprises au sol sont volontairement limitées pour limiter la division parcellaire et permettre à la municipalité de mener à bien sa politique de revitalisation de la bastide. Cela se traduit par une formalisation réglementaire via des bandes A, B et C et des emprises au sol adaptées. Toutefois, l'écriture de la règle rend ici difficile l'évolution et la gestion des constructions existantes (habitations) situées dans les bandes B et C. La modification du PLU de Libourne vise à accorder de la souplesse par rapport à l'extension des constructions existantes.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.8. **Modification de l'article 10 du règlement des zones UB et UC**

A l'instar du paragraphe précédent, la modification du PLU vise ici à permettre les surélévations des constructions existantes dans les bandes B et C des zones UB et UC.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.9. Modification de l'article 6 de la zone UC

L'objectif est ici de lever l'ambiguïté quant à l'interprétation de la règle d'implantation des constructions. Un schéma explicatif est rajouté dans le règlement, afin de faciliter la compréhension de la règle par le lecteur.

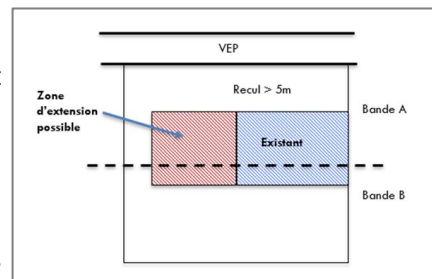


Schéma explicatif intégré au règlement du PLU

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.10. Modification de l'article 12 du règlement de la zone UC

L'objectif recherché est de limiter et encadrer le développement de nouveaux commerces en modifiant les conditions de stationnement pour la destination de commerce en zone UC. En effet, la municipalité souhaite limiter la création de surface de stationnement pour faciliter l'implantation de surfaces commerciales de plus de 300m², à proximité des lignes de transports en commun, et en complément avec les commerces de proximités de la bastide.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.11. Modification du règlement de la zone UE

Un projet de résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) est en cours d'étude sur le territoire de Libourne. La nécessité de ce type de structure, à l'échelle du Libournais, s'explique notamment par la nécessité :

- *d'hébergements d'urgence*, avec un besoin tout au long de l'année ;
- *d'hébergements pour accueillir les employés temporaires du secteur viticole*. Leurs conditions d'accueil, déjà très précaires, se dégradent progressivement et les solutions pour augmenter la capacité d'hébergement s'avèrent souvent complexes. Le besoin en logements temporaires couvre environ 8 mois de l'année.
- *d'hébergements pour les CDD et les mobilités intérimaires*, liées aux besoins d'entreprises telles que OI Manufacturing, Cordon Electronics et R&R Ice Cream, ainsi que ceux inhérents aux entreprises de travail temporaire libournaises (Manpower, Actual, Proman, Samsic...). Les besoins en logements temporaires se situent entre mi-janvier et octobre (soit 9,5 mois).

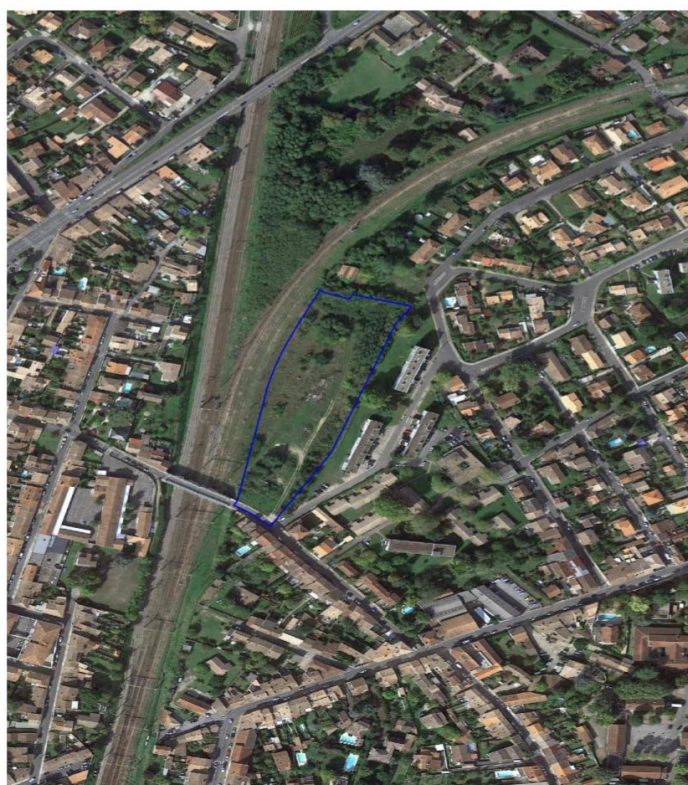
- les stagiaires en formation « Agri Cap Conduite » au LEGTA de Libourne Montagne (environ 10 stagiaires en contrat d'alternance sur 36 semaines, dont 50% en insertion).

Les zones UE ont été ciblées par le PLU en vigueur pour accueillir ce genre de structures. En effet, ces zones sont toutes maîtrisées par des collectivités publiques. En revanche, le règlement de la zone UE du PLU approuvé ne permet pas la création d'une telle structure, malgré le fait que le projet de RHVS comprenne 30% de logements pour l'hébergement d'urgence.

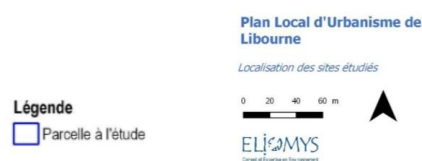
Il est donc nécessaire de modifier les articles 1 et 2 de la zone UE pour permettre la réalisation de cette RHVS. L'article 10 doit également être adapté.

3.11.1. Caractéristiques écologiques du site visé par le projet de RHVS

Le projet de RHVS se situe en zone UE, au sein de l'enveloppe urbaine existante, près de la rue du Maréchal Juin et de la rue de l'Algérie (à environ 500 mètres du pôle gare). Il est situé hors emprise de tout zonage environnemental du patrimoine naturel et n'intersecte aucun élément de la Trame Verte et Bleue identifié dans le cadre de l'élaboration du PLU.



Secteur prévu pour accueillir la RHVS (source : Géoportail)



Des investigations écologiques ont été menées sur le site visé par le projet de RHVS, le 26 juin 2019, par le bureau d'études Eliomys.

Ce site se compose d'un ensemble de délaissés bordant les voies ferrées de la SNCF. Quelques secteurs de stockage de matériaux existent sur la partie sud. Le reste du secteur se compose d'une friche plus ou moins forestière dominée par le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudacacia*) et la Ronce. Aucun enjeu botanique n'a été identifié.

Faune observée/potentielle sur les délaissés SNCF						
Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection Nationale	Statut européen	LR nationale/régionale	Statut sur le site	Commentaire
REPTILES						
Couleuvre verte et jaune	<i>Hierophis viridiflavus</i>	X		LC/LC	Sédentaire	Présence probable en lisière
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	X	Directive Habitats Annexe IV	LC/LC	Sédentaire	Présence en lisière
AVIFAUNE						
Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>			LC	Alimentation	
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	X		LC	Nicheur probable	
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>	X		LC	Nicheur probable	
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>	X		LC	Nicheur probable	
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	X		NT	Alimentation	
Merle noir	<i>Turdus merula</i>		Annexe II Directive Oiseaux	LC	Nicheur probable	
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	X		LC	Alimentation	

D'un point de vue faunistique, les enjeux restent modérés, liés à un cortège faunistique commun et peu diversifié. Le site abrite une population de Lézard des murailles localisé aux lisières et bords de voies. La Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*) est probablement présente dans des milieux similaires. Le cortège d'oiseaux se compose d'espèces ubiquistes communes affectionnant les buissons comme l'Hippolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*) et la Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*).

Les enjeux écologiques du site sont identifiés comme de niveau faible.



Fourrés de Robinier faux-acacia – photo : Y. BERNARD/ELIOMYS



Zone de stockage et friche – photo : Y. BERNARD/ELIOMYS

3.11.2. Autres éléments

La RHVS est actuellement au stade du projet. Toutefois, la programmation associée envisage la réalisation de 87 logements. Compte tenu du caractère saisonnier et temporaire de la population qui sera accueillie dans la structure, la projection du nombre d'équivalent-habitant associée ne peut être faite avec précision. Néanmoins, une estimation peut être proposée (avec toutes les limites liées à l'exercice), sachant que 30% des logements sont destinés à l'accueil d'urgence (soit environ 26 logements).

Nature du logement	Ratio habitant par logement	Occupation du logement	Estimation EH
Destiné à l'hébergement d'urgence (26 lgts)	2*	Sur l'ensemble de l'année	52
Destiné à l'accueil de saisonniers, intérimaires, stagiaires... (61 lgts)	1 à 3 (si logement partagé)	10 mois au global	50 à 150
Total EH			102 à 202

* Le ratio correspond ici à la taille des ménages observée en 2016 sur la commune de Libourne (source : INSEE)

Le projet est desservi par les réseaux d'assainissement collectif, d'eaux pluviales et d'eau potable.

La projection de 102 à 202 équivalent-habitant aura pour corollaire :

- ✓ *Un accroissement des besoins en eau potable* de l'ordre de 15,3 m³ à 30,3 m³ par jour, soit environ 5 584 m³ à 11 059 m³ par an (sur la base d'une consommation journalière de 150 L/an/EH). Au regard de la capacité résiduelle liée aux volumes prélevables autorisés (soit plus de 180 000 m³), le projet est compatible avec la disponibilité de la ressource ;
- ✓ *Un accroissement des charges polluantes et des volumes à traiter* au niveau de la station d'épuration de Libourne, respectivement à hauteur de :
 - 6,12 kg/j à 12,12 kg/j
 - et de 15,3 m³/j à 30,3 m³/j.

Comme mentionné dans la partie « caractéristiques » de ce présent dossier, la STEP de Condat est en surcharge hydraulique et arrive à saturation de charge organique. Toutefois, la commune est engagée dans un important programme de travaux, qui se traduit par la réhabilitation-reconstruction de la STEP de Condat. La mise en service de la STEP redimensionnée est attendue pour Mars 2022. Sa capacité nominale sera alors portée à 40 000 EH, contre 30 000 EH actuellement.

Ainsi, le projet de RHVS :

- ✓ est compatible avec la ressource en eau potable disponible ;
- ✓ sera compatible, à court terme, avec les conditions d'assainissement. Une attention particulière devra être portée sur le bon avancement des travaux de redimensionnement de la STEP de Condat.

Il convient de souligner que le site se situe à proximité de la voie ferrée, qui est classée en catégorie 1 par le classement sonore des infrastructures de transports terrestres selon l'arrêté préfectoral du 2

juin 2016¹. Une isolation acoustique renforcée est nécessaire dans une zone de 300 mètres de part et d'autre de la voie ferrée, relevant ainsi de mesures constructives. Rappelons que le classement sonore est déjà annexé au PLU de Libourne en vigueur.

Au regard l'ensemble de ces éléments, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.12. **Modification des articles 2 et 13 du règlement de la zone UY**



La modification de l'article 2 vise à permettre la gestion et l'extension des habitations existantes, tout en l'encadrant, ce que le PLU en vigueur ne fait pas actuellement. Il s'agit ici de ne pas accroître de façon notable l'exposition des personnes résidentes à des nuisances liées aux activités économiques proches.

La modification de l'article 13 vise à préciser la règle lorsqu'il s'agit des constructions publiques car les alinéas 13.2.2 et 13.2.3 sont contradictoires.

Focus sur les zones UY du PLU

Notons que l'évolution des articles 2 et 13 du règlement de la zone UY ne remet aucunement en cause la mise en œuvre des mesures compensatoires associées à l'aménagement de la ZAE Ballastières-Dagueys et du centre aquatique.

Remarque : la cartographie ci-après est issue des éléments mis à disposition par le CEREMA sur le site Géoportail (consultation au 21/10/2019). Il convient de noter qu'il existe un décalage cartographique au niveau de la Barbanne, les mesures compensatoires portant sur la restauration de la ripisylve du cours d'eau se superposant à des bâtis existants du parc d'activités des Dagueys.

¹ Le classement a pour effet d'affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée dans un secteur de nuisance sonore. En ce sens, l'isolement requis est une règle de construction à part entière, dont le non-respect engage la responsabilité du titulaire du permis de construire. Les constructions nouvelles concernées par cette règle sont : bâtiments d'habitation, établissements d'enseignement, de soins et d'action sociale et d'hébergement à caractère touristique (source : DDTM Gironde).



Focus sur les zones destinées à l'application de mesures compensatoires dans le cadre de l'aménagement de la ZAE Ballastières-Dagueys et du centre aquatique du Libournais (source : Géoportail – consultation au 21/10/2019)



Focus sur les zones UYc du PLU (à gauche) et les sites de compensation écologique associés au projet des Dagueys (source : Géoportail).

Au regard l'ensemble de ces éléments, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.13. **Modification du règlement concernant la dérogation à l'application de l'article R.151-21 §3 du code de l'urbanisme dans les zones UA, UB, UC et 1AU**

La modification du PLU de Libourne entend ici faire évoluer le règlement afin de faciliter la production de logements sociaux, et *in fine* l'atteinte des objectifs portés par le PADD du PLU en vigueur. Cette modification a pour corollaire la levée du caractère dérogatoire qu'accorde l'application de l'article R.151-21§3 du Code de l'Urbanisme.

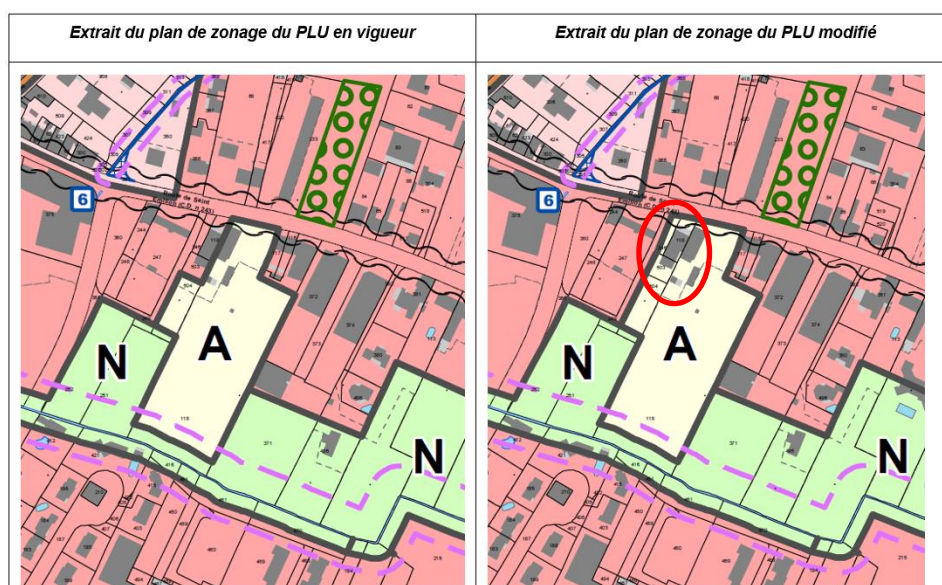
Cette adaptation réglementaire ne permet aucune augmentation de la capacité d'accueil (à destination d'habitat ou d'activités économiques), ni aucune consommation d'espace agricole, naturel et forestier (car situé dans l'enveloppe urbaine de Libourne).

Au regard l'ensemble de ces éléments, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.14. **Modifications du plan de zonage**

Les modification du plan de zonage portent sur :

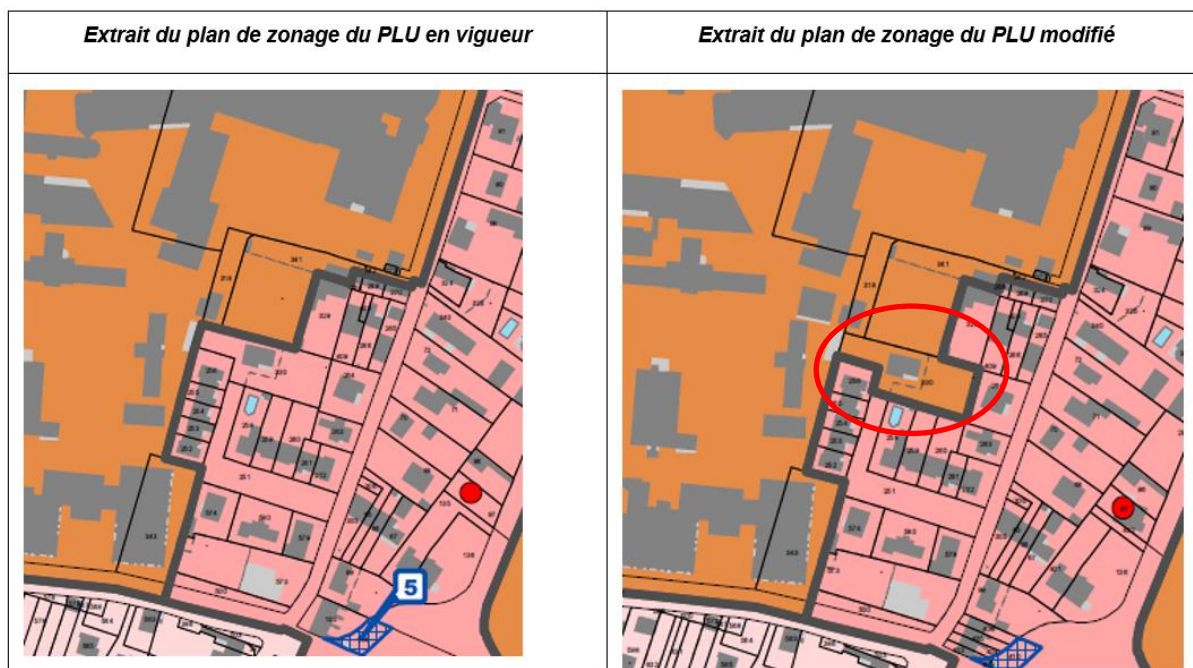
- ✓ **Le changement de destination en zone A :**
 - L'objectif est de permettre d'acter le changement de destination d'une construction existante (parcelle AP209) sur le secteur de Gueyrosse (donc située à proximité de la zone UE de l'hôpital de Garderose), afin de permettre la création d'un cabinet médical contribuant à l'accueil de 3 ou 4 professionnels de santé.
- ✓ **Le reclassement des parcelles BP119, 246 et 503 de la zone UC en zone A**



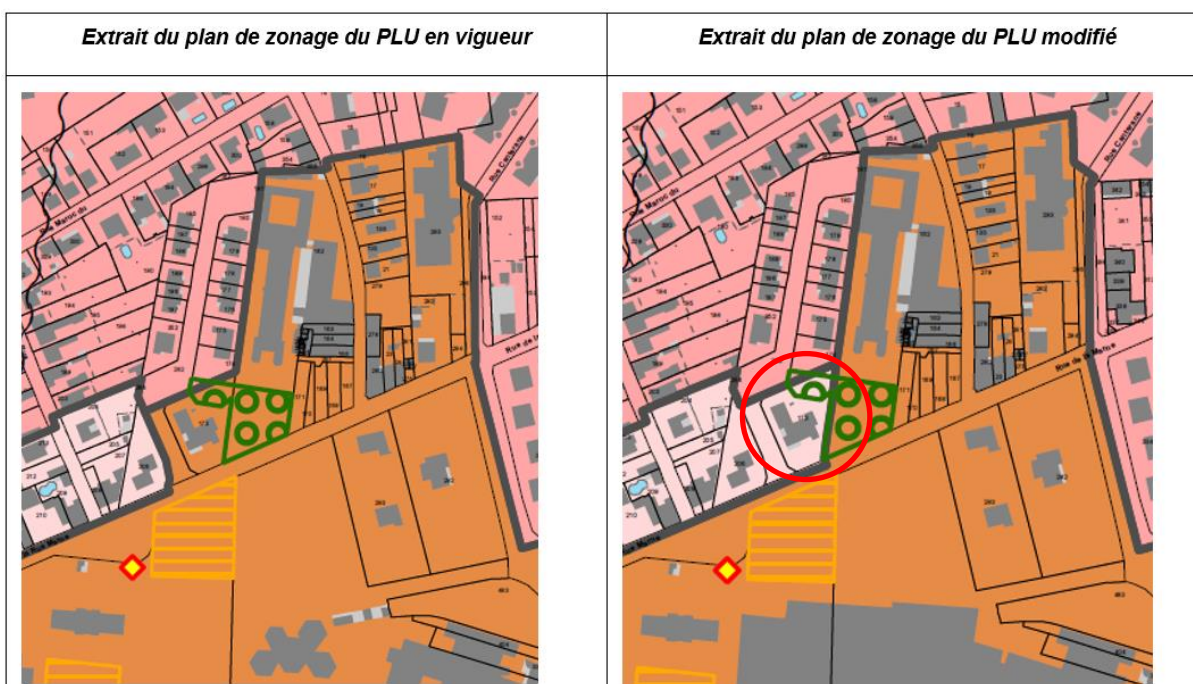
✓ **Les modifications de périmètres sur le secteur de l'hôpital**

Deux évolutions sont apportées :

- *La première* visant l'intégration de la parcelle BN330 à la zone UE de l'hôpital, permettant à l'hôpital de Libourne d'appliquer le règlement de la zone UE sur cette parcelle, et ainsi faciliter la mutation en cours du pôle hospitalier du libournais.
- *La seconde* visant l'intégration de la parcelle BI173, située au n°117 avenue de la Marne, dont l'hôpital de Libourne s'est rendu propriétaire afin de développer un site d'accueil hôtelier pour les familles dont un des membres est hospitalisé. Le site est aujourd'hui bâti (maison) et en zone UE, ce projet ne peut être réalisé, d'où un reclassement en zone UB.



Evolution conduisant à l'intégration de la parcelle 330 à la zone UE de l'hôpital



Evolution conduisant à l'intégration de la parcelle BI173 à la zone UB

Au regard l'ensemble des éléments liés à l'évolution du plan de zonage, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.15. **Modification des erreurs matérielles du zonage du PLU**

Il s'agit ici de corriger les erreurs matérielles qui ont été relevées suite à l'approbation du PLU en 2016. Celles-ci sont :

- la modification du zonage de la zone UBc le long de l'avenue du Général De Gaulle (rectification d'une erreur matérielle au plan de zonage et au plan des servitudes) ;
- la modification du zonage de la zone UC sur la zone UBc, le long de l'avenue du Général De Gaulle (un bâtiment est à cheval sur les 2 zones) ;
- la modification du zonage de la zone UYc le long de l'avenue du Général de Gaulle sur la zone UBc (La partie de la parcelle CI449, le long de l'avenue du Général de Gaulle (RD670), est classée en zone UBc alors qu'elle fait partie de la zone d'activités commerciales UYc. Ce bout de parcelle n'accueillera pas de nouvelle construction d'habitation) ;
- la modification du plan des servitudes d'utilité publique afin de corriger le report de l'AVAP ;
- la rectification d'une erreur matérielle dans l'annexe du règlement sur le petit patrimoine à préserver (substitution de photographies).

Au regard des objets visés, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.16. **Intégration du règlement local de publicité dans les annexes du PLU**

Le Règlement Local de Publicité (RLP) a été approuvé postérieurement au PLU (février 2017). Il s'agit-là d'intégrer ce document.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

3.17. **Intégration du Secteur d'Information des Sols (SIS) dans les annexes du PLU**

L'évolution du contexte réglementaire fait qu'aujourd'hui, les PLU doivent intégrer les SIS dans leurs annexes, lorsque la liste des SIS a été publiée par les services de l'Etat. En Gironde, l'arrêté de création SIS relatif à la commune de Libourne a été faite le 21 février 2019. En vertu de ces nouvelles règles, la modification du PLU est l'occasion d'intégrer ce document aux annexes du PLU.

Au regard de l'objet visé, la procédure de modification simplifiée du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences notables sur l'environnement, ni à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

ANNEXE

- Cartographie du PLU de Libourne en vigueur ;
- Cartographie du PLU de Libourne après intégration des modifications concernées par le présent dossier de modification simplifiée (n°1) ;
- Notice explicative associée à la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Libourne ;
- Cartographies des réseaux AC, AEP et EP ;
- SIS intégré dans les annexes du PLU en vigueur



Octobre 2019